

Le Conseil national tient au programme d'allègement et veut économiser 5,9 milliards sur trois ans

La droite resserre la ceinture

PHILIPPE CASTELLA

Finances ► Le Conseil national tient au programme d'allègement financier de Karin Keller-Sutter. Il a écarté mardi toutes les tentatives de la gauche pour stopper le projet ou le renvoyer au Conseil fédéral en vue de le remanier.

La Chambre du peuple se prononcera ce mercredi sur les propositions concrètes de coupes. Dans les grandes lignes, il devrait suivre les décisions du Conseil des Etats en décembre dernier, d'après les options retenues en commission.

Celle-ci propose d'économiser 5,9 milliards de francs sur trois ans, contre 5,5 milliards pour la Chambre des cantons. C'est environ un tiers de moins que ce que lui soumet le Conseil fédéral (8,5 milliards).

Le débat d'entrée en matière a donné lieu à une bataille rangée entre la gauche et la droite, alignée derrière la ministre des Finances. La libérale-radical a répété son mantra: «Il faut assainir les finances fédérales en coupant dans les dépenses parce que nous avons un problème de dépenses et non de recettes.»

100 milliards en 2029

Les premières vont passer de 80 milliards de francs en 2023 à 92 milliards en 2027. Et la libérale-radical de prédire que le cap des 100 milliards pourrait être franchi en 2029 déjà.

A gauche, on défend une tout autre vision: «Au cours des quinze dernières années, la quote-part de l'Etat est restée pratiquement inchangée à 10% du produit intérieur brut», objecte Tamara Funiello. Pour la socialiste bernoise, «ce qui a explosé, c'est la concentration des richesses. Nous avons privatisé les profits et devons maintenant socialiser les coûts».

Selon Gerhard Andrey, le prétendu paquet d'allègement «ne mérite pas son nom. Il n'allège pas, mais déplace simplement les charges vers les cantons, les communes, les institutions de formation, de nombreuses organisations d'utilité publique et, finalement, les porte-monnaie des ménages».



La droite a fait la sourde oreille à toutes les idées de la gauche pour tenter de bloquer le paquet d'économies au Conseil national.
KEYSTONE



«Nous avons un problème de dépenses et non de recettes»

Karin Keller-Sutter

Pour le vert fribourgeois, la rigidité avec laquelle est appliqué le frein à l'endettement est nuisible: «Reporter les investissements ne signifie pas économiser, mais déplacer les coûts vers l'avenir sous forme de désavantages économiques, de dommages plus importants et d'une perte de confiance envers l'Etat.» Il cite pour exemple les trains allemands, dont les retards sont la conséquence de sous-investissements.

Si on défend ces coupes à droite, c'est d'abord en vue de financer la 13^e rente AVS et l'accroissement du budget militaire. «Pour l'UDC, il est exclu d'augmenter les impôts, la TVA ou toute autre taxe qui viendrait péjorer le pouvoir d'achat et le porte-monnaie des travailleurs, de celles et ceux qui se

lèvent tôt pour gagner leur vie», défend le Vaudois Yvan Pahud.

Non à une hausse de TVA

«Nous vivons dans un monde qui change très vite et qui devient de plus en plus dangereux», décrit Damien Cottier. «A ceux qu'un retour de la guerre en Europe il y a quatre ans n'avait pas suffi à convaincre, les bouleversements géopolitiques des derniers jours devraient avoir ouvert les yeux», souligne le chef du groupe PLR. Et le Neuchâtelois de rappeler un sondage qui montre que «trois Suisses sur quatre s'opposent à une hausse de la TVA pour financer la défense».

Au vu des rapports de force, la gauche a logiquement perdu son bras de fer. L'entrée en matière sur le projet a été approuvée par 128 voix à 62 et 1 abstention.

Les neuf propositions de renvoi au Conseil fédéral ont été rejetées sur un score similaire. La gauche s'est pourtant montrée fort créative en suggérant un nouveau désenchevêtrement des tâches entre Confédération et cantons, un assouplissement du frein à l'endettement ou encore la création d'un fonds pour les investissements militaires financé par un versement exceptionnel de la Banque nationale.

Devant le peuple

Ce mercredi, le National devrait enterrer définitivement l'idée d'une imposition plus élevée des retraits en capitaux des deuxième et troisième piliers. Karin Keller-Sutter a encore tenté mardi, en vain probablement, une hausse qui hérisse en particulier son propre parti, le PLR.

En contrepartie, la commission du National est allée piocher dans le bréviaire trumpien une idée de nouvelle recette, sous la forme d'une hausse des droits de douane sur certains produits agricoles. Cela pourrait rapporter 175 millions de francs par an. Mais cela pourrait se retourner contre les éleveurs suisses, craint Jacques Nicolet (udc, VD). Ils subiraient les hausses de prix des fourrages et de la paille importés.

Les deux Chambres doivent se mettre d'accord sur ce paquet d'économies dans les trois semaines à venir. Cela pour permettre, en cas de probable référendum lancé par la gauche, une votation populaire en septembre déjà. Car le programme d'allègement porte sur les années 2027 à 2029 et doit logiquement entrer en vigueur l'an prochain. I